



Gouac 40

Quand en juin et juillet, le ministre de l'Agriculture se félicitait des accords successifs sur les prix du porc à 1,40 €/kg, du lait à 340 €/1 000 l et de la viande bovine à + 40 ct/kg en 8 semaines, l'incrédulité gagnait aussitôt les milieux économiques. Voilà la France qui revenait à l'économie planifiée où l'État fixe les prix. Intenable dans un marché ouvert. Le gouac était prévisible. Après le porc, le lait et la viande bovine devraient être prochainement confrontés à la même problématique.

Aux industriels Cooperl et Bigard qui ont boycotté les achats au marché du porc du 10 août, Stéphane Le Foll s'est empressé de rappeler que le prix du porc à 1,40 n'est pas « un prix politique » mais un « accord ». Une injonction qui retentit comme une menace de dévoiler les dessous de ce qui apparaîtrait comme un arrangement ?

En tout cas, les opérateurs étrangers n'ont pas été longs à voir en cette cuisine française une véritable aubaine commerciale. Peser volontairement sur les prix pour mieux enfoncer les concurrents ouvre des perspectives à long terme. Pourquoi se priver d'un effet de levier aussi simple et efficace pour assainir un marché encombré. Dans cette partie de poker-menteur, l'élevage breton risque gros. Très gros. Ce n'est pas de petit accord de façade qu'ont besoin les éleveurs, mais de véritables réformes structurelles au niveau national et européen. Au niveau français pour redonner de la compétitivité aux exploitations et aux industriels. Au niveau européen pour mettre fin aux distorsions de concurrence. Tout le reste n'est que vernis. Est-ce pour cela que l'on s'applique à remettre une autre couche pour que brille encore l'illusion que ce que vit l'élevage français est un mauvais passage alors que c'est son avenir même qui est menacé.